

# FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION

## Appel à projets

### Expérimentation de méthodes innovantes en lien avec le curage de retenues

#### Département du Gers

*Le présent formulaire de demande d'aide une fois complété constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels.*

Où faire parvenir votre dossier ?

**Transmettez le formulaire et les pièces justificatives à l'adresse suivante pour le 30 septembre 2022 dernier délai et conservez un exemplaire :**

DDT du Gers  
Service Eau et risques  
19 place de l'ancien Foirail  
32 000 AUCH

Un exemplaire informatique est également à adresser par mail aux adresses suivantes : [ddt-ser@gers.gouv.fr](mailto:ddt-ser@gers.gouv.fr).

#### Cadre réservé à l'administration

N° de dossier : \_\_\_\_\_

Date de réception : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|

INTITULE DU PROJET

NOM DU DEMANDEUR

## 1. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

### A RENSEIGNER POUR TOUS LES DEMANDEURS :

N° SIRET : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|

N° PACAGE : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|

en cours d'immatriculation

NOM et PRENOM ou DENOMINATION SOCIALE :

FORME JURIDIQUE :  Exploitant individuel  GAEC  EARL  SCEA  Autre (précisez) : .....

### COORDONNEES DU DEMANDEUR :

Adresse du **siège social d'exploitation** : \_\_\_\_\_

Commune : \_\_\_\_\_ Code postal : |\_|\_|\_|\_|\_|

☎ : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_| Téléphone portable : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|

Adresse @ : \_\_\_\_\_

Nombre d'associés exploitants de la structure : \_\_\_\_\_

NOM et PRENOM du **représentant légal** : \_\_\_\_\_

☎ : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_| Téléphone portable : |\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|\_|

Adresse @ : \_\_\_\_\_



**Localisation du projet :**

Element du projet (retenue, parcelle d'épandage)	Commune	Références cadastrales (section et numéros)

Etes-vous propriétaire de toutes les parcelles concernées par le projet ?  non (fournir autorisation(s) cf. §9)  oui

**4. IMPACT DU PROJET SUR LA RESSOURCE ET IDENTIFICATION DES MASSES D'EAU CONCERNEES**

**Volume autorisé de la retenue** (volume d'eau stocké avant envasement en m<sup>3</sup>) : \_\_\_\_\_ Pourcentage d'envasement \_\_\_\_\_%

**Par quelle méthode le pourcentage d'envasement est-il estimé :** \_\_\_\_\_

**Causes principales d'envasement** (érosion naturelle, calamité, etc.) : \_\_\_\_\_

**Date de dernier curage de la retenue :** \_\_\_\_\_

**Superficie en eau de la retenue** (m<sup>2</sup>) : \_\_\_\_\_

**Estimation du volume d'eau récupéré grâce à l'opération** (m<sup>3</sup>) : \_\_\_\_\_

**Modalités de remplissage de la retenue** (NB : il est possible que votre projet relève de plusieurs catégories)

**Modalités habituelles d'utilisation de la retenue** ( hors ou durant l'étiage ; en complément ou en substitution des prélèvements en masses d'eau superficielle :

Modalité de remplissage	Cochez	Volume concerné (m <sup>3</sup> ) par ce mode de remplissage
<b>Prélèvement dans masse d'eau superficielle</b> précisez la période habituelle de remplissage	<input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> oui	
<b>Prélèvement dans masse d'eau souterraine</b>	<input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> oui	
<b>Ruissellement bassin versant</b>	<input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> oui	
<b>Autre, précisez :</b> .....	<input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> oui	

**Si prélèvement dans une masse d'eau superficielle, précisez son nom (SDAGE) :** \_\_\_\_\_

**5. SITUATION DE L'OUVRAGE VIS A VIS DE LA REGLEMENTATION**

*NB : Votre ouvrage doit être conforme à la réglementation nationale*

**Votre ouvrage fait l'objet d'une procédure réglementaire au titre de la Loi sur l'Eau. Selon votre cas, merci de fournir :**

- La référence et date de votre autorisation de création de retenue au titre de la Loi sur l'Eau : \_\_\_\_\_
- La référence et date de votre récépissé de déclaration de création de retenue au titre de la Loi sur l'Eau : \_\_\_\_\_
- La référence et date de votre accusé de dépôt d'un dossier de reconnaissance d'antériorité au titre de la Loi sur l'Eau : \_\_\_\_\_
- Autre : \_\_\_\_\_

## 6. CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION DU PROJET

Date prévisionnelle de début de projet (date de début des travaux) : \_\_\_\_\_ (mois, année)

Date prévisionnelle de fin de projet (date de fin de travaux) : \_\_\_\_\_ (mois, année)

Durant cette période de travaux, la retenue et/ou le cours d'eau sont-ils en assec ?  non  oui

## 7. DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

Veillez indiquer ci-dessous une estimation des coûts du projet par poste de dépenses (travaux de curage, études préalables, gestion des boues, etc.)

Postes de dépense (curage, épandage des boues, études, etc.)	Montants en €
<b>TOTAL général = coût du projet</b>	

Êtes-vous à jour du paiement des redevances émises par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne ?

oui  non  dossier en cours  non concerné (pas de prélèvements)

## 8. ARGUMENTAIRE SUR LES CRITERES DE SELECTION DES PROJETS

Veillez indiquer, pour chacun des critères qui semble correspondre à votre projet, un argumentaire présentant en quoi le projet répond à ce critère.

***Le potentiel technico-économique du dispositif testé pour amplifier la récupération ou conserver les capacités de stockage existantes dans le département : plus grande faisabilité/praticité de la méthode ou potentiels coûts réduits d'utilisation → les agriculteurs du Gers pourraient-ils trouver un intérêt à recourir à ce dispositif plus largement que les techniques utilisées usuellement aujourd'hui ? (facilité de mise en œuvre, gains d'argent, de temps, simplicité administrative, efficacité, etc.)***

***Les bénéfices environnementaux potentiels du dispositif testé.***

***La capacité à prévenir l'envasement ultérieur de la retenue parles travaux envisagés, le cas échéant***

***Le potentiel de généralisation du dispositif → le dispositif est-il pertinent dans beaucoup de situations (pour beaucoup de retenues et d'agriculteurs) ou limité à des situations précises et rares ?***

***Le potentiel de diffusabilité → au-delà de la possibilité de généralisation du dispositif, est-il plus ou moins facilement diffusable ? (facilité de prise en main par les agriculteurs, efficacité des moyens potentiels de diffusion/communication/formation)***

***Le niveau de surcoût ou de prise de risque (incertitude sur les coûts, les résultats, les imprévus) lié à l'expérimentation → en quoi y a-t-il un besoin de soutien public particulier pour que l'expérimentation se fasse au lieu et place d'une technique classique ?***

***Le caractère novateur de la technique dans le Gers → la technique n'est pas déjà bien implantée***

***Quels changements sur les pratiques d'irrigation envisagés, le cas échéant ?***

## 9. ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

*Veillez lire et cocher les cases ci-dessous :*

**Je demande (nous demandons)** à bénéficier de l'aide au titre du volet 1 de l'appel à projet sur l'expérimentation de dispositifs pour l'augmentation de la capacité de stockage d'eau superficielle.

**Je/Nous déclare(ons) et j'/nous atteste(ons) sur l'honneur :**

- L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et le projet d'investissement,
- Ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet avant la date de dépôt de la présente demande d'aide,
- Avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points,
- Avoir pris connaissance que ma demande d'aide fera l'objet d'une procédure de sélection et pourra être rejeté e au motif que le projet ne répond pas aux priorités et critères définis dans le cahier des charges de l'appel à projets ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure,
- Être à jour de mes obligations sociales
- Ne pas faire l'objet d'une procédure de redressement économique,

**Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :**

- A réaliser l'action pour laquelle l'aide est sollicitée
- A fournir toute pièce complémentaire utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération
- A obtenir avant la réalisation du projet, l'ensemble des autorisations administratives et réglementaires nécessaires à sa réalisation ;
- A prévenir la police de l'eau (DDT et OFB) au minimum 72 h avant le démarrage du curage ;
- A informer la Direction départementale des territoires du Gers de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements, pendant toute la durée de réalisation de l'opération ;
- A me soumettre à tout contrôle sur place, sur pièces, et à conserver et permettre l'accès aux pièces probantes pendant les 5 années (3 années pour les PME et les exploitations agricoles) suivant le dernier paiement relatif au projet ;
- A conserver mon activité agricole au sens de l'article L.311-1 du code rural et de la pêche maritime pendant une période de 5 années à compter du versement du solde de la subvention. Dans le cas d'une transmission d'exploitation, le repreneur reprendra l'ensemble des engagements du bénéficiaire ;
- A prévoir des mesures de réduction de l'envasement et d'entretien de l'aménagement ayant bénéficié des aides pendant une période de 5 années à compter du versement du solde de la subvention ;
- A conserver pendant une période de 10 ans à compter du paiement final de l'aide tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles.

**Je suis informé(e) (nous sommes informés)**

- qu'en cas d'irrégularité ou dans le cas où je ne respecterai pas mes (nos) engagements, je devrai rembourser les sommes perçues, majorées d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjuger des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.
- que l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide et à l'évaluation du programme. Les destinataires des données sont le Ministère en charge de l'agriculture. Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser au service instructeur de la Direction départementale des territoires du Gers.

**Fait à**                      **le**

Signature(s), qualité(s) et état(s) civil(s) du demandeur ou du représentant légal (visé en page 1) + cachet de la structure :

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

J'autorise

Je n'autorise pas (2)

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

(2) Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

## 10. LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces à fournir	Cas concernés	Pièce jointe	Sans objet
Exemplaire original du formulaire de demande d'aide complété, rempli des points 1 à 12, daté et signé	Tous	<input type="checkbox"/>	
Attestation de minimis (cf. annexe à l'appel à projet). Remplir les annexes pertinentes : annexe 1, 1bis, 2 et/ou 2bis.	Tous	<input type="checkbox"/>	
Conformité du projet avec la réglementation en vigueur : obtention des autorisations administratives et réglementaires nécessaires à la réalisation du projet : - <b>Au titre de la Loi sur l'Eau :</b> o si la retenue est déjà conforme : récépissé de déclaration ou arrêté d'autorisation encadrant la création de la retenue o si la retenue doit être mise en conformité : dossier de reconnaissance d'antériorité, ou dossier de régularisation - <b>Au titre d'autres réglementations :</b> autorisation de défrichement, dérogation espèces protégées...	Tous	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Autorisation du/des propriétaire(s) de terrain(s) sur le(s)quel(s) sont projetés les aménagements et travaux	Projets situés sur une/des parcelle(s) dont le porteur de projet n'est pas propriétaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Preuve de la présence d'un <b>système de mesure de consommation d'eau</b> (photo et préciser l'emplacement) ou engagement sur l'honneur à installer un tel dispositif avant toute nouvelle demande de prélèvement dans la retenue	Tous	<input type="checkbox"/>	
<b>Localisation du projet et des points de prélèvement et/ou des masses d'eau impactées</b> par le projet (plan de situation sur carte au 1/50 000 <sup>ème</sup> et 1/25 000 <sup>ème</sup> indiquant précisément la position de la retenue et du réseau éventuel)	Tous	<input type="checkbox"/>	
Justificatifs éventuels de l'argumentaire sur les critères de sélection du projet (§9)	Tous, en fonction des réponses dans le §9	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>